



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le - 9 JUL. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPEI/DR

ARRÊTÉ

**Modifiant et actualisant l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018
imposant des prescriptions complémentaires à la société NEXANS
suite à la cessation de son activité sur les parcelles N° BN 83, BN 151 et BN 161,
29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 régissant le fonctionnement des activités exercées par la NEXANS dans son établissement situé 29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 imposant des prescriptions complémentaires à la société NEXANS suite à la cessation de son activité sur la parcelle N° BN 151, 29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème ;

VU le rapport des investigations et travaux de dépollution complémentaires (presse à plomb) (Rapport ARTELIA de janvier 2018 référencé 8 51 0680-11R1V1) ;

VU le rapport des travaux de dépollution complémentaires (presse à plomb) et caractérisation de l'air ambiant des sous-sols syril (Rapport ARTELIA de mai 2018 référencé 8 51 0680-11R3V1) ;

VU le rapport du 20 juin 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que, dans son rapport précité, l'inspection des installations classées constate que les dispositions en matière de maîtrise des pollution résiduelles et surveillance des eaux souterraines, qui ne figurent pas dans l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 susvisé, doivent être ajoutées ;

CONSIDERANT dès lors, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement :

- d'accuser réception :
 - du rapport des investigations et travaux de dépollution complémentaires (presse à plomb) (Rapport ARTELIA de janvier 2018 référencé 8 51 0680-11R1V1),
 - du rapport des travaux de dépollution complémentaires (presse à plomb) et caractérisation de l'air ambiant des sous-sols syril (Rapport ARTELIA de mai 2018 référencé 8 51 0680-11R3V1),
- d'imposer à l'exploitant la mise en place de mesures de maîtrise des pollutions résiduelles (recouvrement et imperméabilisation),
- de modifier le plan des piézomètres ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 - OBJET

L'article 1 de l'arrêté imposant prescriptions complémentaires du 15 janvier 2018 est remplacé par l'article suivant :

« La société NEXANS dont le siège social se trouve 4/10 rue Mozart, 92587 Clichy Cedex est tenue de se conformer au présent arrêté pour la cessation définitive des activités de production qu'elle exerçait sur les parcelles n° BN 83, BN 151 et BN 161, situées 29, rue du Pré Gaudry 69353 LYON Cedex 07.

L'emprise concernée par les activités de recherche exercées par NEXANS dans le bâtiment « NRC nord » dans le cadre de l'arrêté du 28 juin 2016 imposant prescriptions spéciales correspondant à la zone B délimitée en bleu sur le plan joint en annexe 1 n'est pas concernée par le présent arrêté, et devra faire l'objet d'une déclaration de cessation d'activité en application des articles R 512-66-1 et suivants du code de l'environnement.

Il est accusé réception :

- du dossier de notification de cessation partielle (Rapport ARTELIA de septembre 2015 référencé 8 51 0680-4) transmis au préfet le 25 septembre 2015,
- du dossier de récolement comprenant les éléments justifiant de la gestion des produits et déchets, de la mise en sécurité du site et du comblement des puits de captage non réutilisés sur le site (Rapport ARTELIA de juillet 2016 référencé 8 51 0680-6) transmis au préfet le 20 juillet 2016,
- du rapport de diagnostic de la qualité des sols (Rapport ARTELIA de juillet 2016 référencé 8 51 0680-7) transmis au préfet le 20 juillet 2016,
- du diagnostic complémentaire de la qualité des sols du plan de gestion (Rapport ARTELIA de février 2017 référencé 8 51 0680-8) transmis au préfet le 7 mars 2017,
- du rapport de récolement des travaux de dépollution des sols et d'ARR relatif à une ancienne fosse à Benzine (DOE SERPOL n° 8423 – Rapport de recollement et ARR ARTELIA 8 51 0680-9 R1V1) le 24 avril 2017,
- du rapport des investigations et travaux de dépollution complémentaires (presse à plomb) (Rapport ARTELIA de janvier 2018 référencé 8 51 0680-11R1V1) transmis au préfet le 30 janvier 2018,
- du rapport des travaux de dépollution complémentaires (presse à plomb) & caractérisation de l'air ambiant des sous-sols syril (Rapport ARTELIA de mai 2018 référencé 8 51 0680-11R3V1) transmis au préfet le 15 mai 2018.

Le plan de synthèse des mesures de gestion prévues modifié est joint en annexe 3.

Toutes les opérations ou les travaux de réaménagement sont opérés conformément aux dispositions décrites dans les dossiers précités, sous réserve du respect des prescriptions ci après ».

ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

2.1 - Réseau de forages

Le point 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 est remplacé par le point suivant :

« 2.1.1 - La surveillance de la qualité des eaux souterraines est assurée par un réseau de piézomètres constitué de 8 piézomètres PzAmont 2, Pz10, Mw6, Mw2, Pz11, Pz1 bis, Pz8 bis et PZ12 implantés comme indiqué sur le plan joint en annexe 2 ».

ARTICLE 3 - MAÎTRISE DES POLLUTIONS RÉSIDUELLES

Les dispositions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 4.4.1.- Les zones 9, 19 et 20 identifiées dans le plan de gestion joint en annexe 3 sont imperméabilisées par un recouvrement étanche.

4.4.2.- L'ensemble du site est recouvert au choix par :

- une dalle béton,
- de l'enrobé,
- de la terre végétale d'une hauteur de 30 cm minimum.

4.4.3. - Tous les recouvrements nécessaires identifiés aux points 4.4.1 et 4.1.2 sont maintenus en place et remis en état en cas de dégradation afin de couper l'accès à la pollution résiduelle.

4.4.4. - Ces dispositions sont applicables à compter de la notification du présent arrêté. »

ARTICLE 4 - Publicité

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de LYON 7ème pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de LYON 7ème fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société .

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o du présent article.

ARTICLE 6 - Exécution

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de LYON 7ème, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- au président de la Métropole de Lyon,
- à l'exploitant.

Lyon, le - 9 JUIL. 2018

Le Préfet,



Sous-préfet, chargé de mission

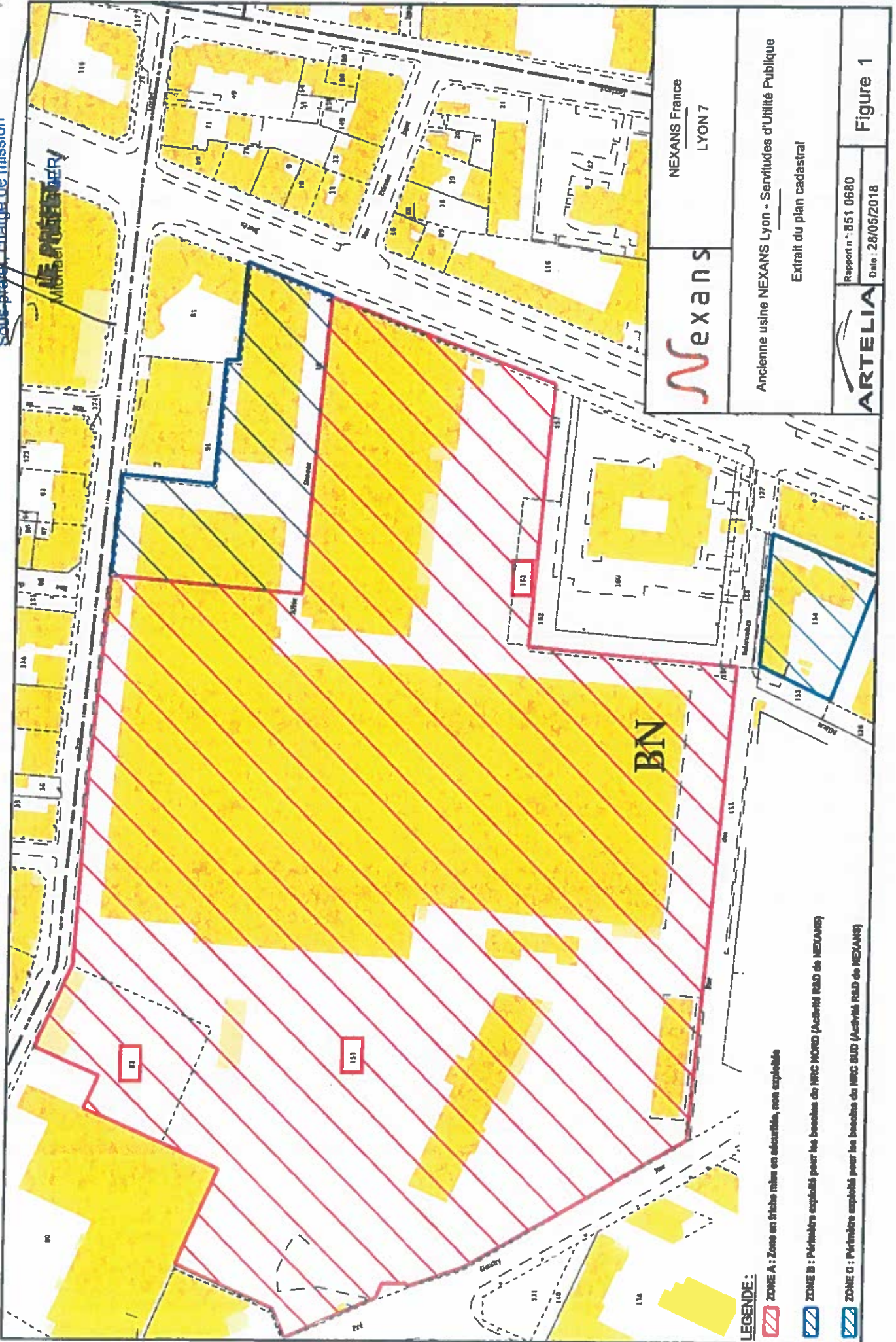
Michael CHEVRIER

VU POUR ETRE ANNEXE A L'ARRÊTÉ
PRÉFEC. - 9 JUL. 2018

Sous-préfet, chargé de mission

Annexe 1

| | |
|---|---|
|  | NEXANS France LYON 7 |
| Ancienne usine NEXANS Lyon - Servitudes d'Utilité Publique Extrait du plan cadastral | |
|  | Report n° 851 0680 Date : 28/05/2018 |
| Figure 1 | |



LEGENDE :

 ZONE A : Zone en état de mise en sécurité, non exploitée

 ZONE B : Périmètre exploité pour les besoins du NRC MOED (Activité MOED de NEXANS)

 ZONE C : Périmètre exploité pour les besoins du NRC BUD (Activité BUD de NEXANS)

